Tokyo Love Letter · tokyoloveletter.org

> À noter : ouvrir, enregistrer ou transférer ce contenu peut comporter des risques dans certains endroits, et ce site ne peut garantir ni votre sécurité ni qu’il sera toujours accessible. À vous de décider.

Lettre ouverte d’un entrepreneur chinois à Xi Jinping : proposition de ne pas briguer de nouveau mandat et de conduire une transformation pacifique

Titre original : 一位中国企业家致习近平先生的公开信：建议不再连任并推动和平转型

Traduction indépendante réalisée directement à partir du chinois (version 1.0, 28 novembre 2026). Elle n’émane ni de l’auteur ni du compte qui a publié la lettre en premier. Les passages entre crochets [ ] sont de brèves notes de contexte ajoutées par le traducteur à l’intention des lecteurs peu familiers de la Chine ; ils ne figurent pas dans l’original. Les montants en yuans sont conservés tels quels, suivis entre crochets de leur équivalent en euros, puis en dollars américains (taux : voir les notes du traducteur).

Source : publiée le 26 novembre 2026 à 21 h 16, heure du Japon (UTC 12 h 16), sous forme d’article sur X par le compte « 李老师不是你老师 » (@whyyoutouzhele), qui indique agir à la demande de Xue Jian lui-même : https://x.com/whyyoutouzhele/status/2125926580216033348

L’auteur, « xue Jian 薛健 » (@xueJianXwia), a confirmé le même jour à 21 h 51, heure du Japon : « 信是我写的。 » (« C’est moi qui ai écrit cette lettre. ») : https://x.com/xueJianXwia/status/2125935564176388472

Monsieur Xi Jinping,

Je vous salue.

Deux générations, deux destins

Je m’appelle Xue Jian (薛健). Je suis né le vingtième jour du douzième mois lunaire de 1989, soit le 16 janvier 1990 du calendrier grégorien, dans une famille ordinaire d’une petite ville du nord du Jiangsu. Je préside aujourd’hui le groupe Wenfeng du Jiangsu (江苏文峰集团) et je suis la personne exerçant le contrôle effectif (*actual controller*) de Wenfeng Co., Ltd. (文峰股份), société cotée sur le marché chinois des actions A.

En 1999, mon école a ouvert des cours d’informatique, puis le premier cybercafé de notre bourg a ouvert ses portes.

Cette année-là, j’ai créé mon premier compte QQ [QQ : messagerie instantanée de Tencent, lancée en 1999, devenue par la suite la plus utilisée en Chine], j’ai appris à jouer en ligne et j’ai commencé à converser sur Internet avec des gens des quatre coins du pays.

Cette année-là, Macao est revenu à la Chine [Macao, sous administration portugaise, a été rétrocédé à la Chine le 20 décembre 1999]. Je me souviens encore de la chanson que notre maître nous apprenait : « Sais-tu que “Macau” n’est pas mon vrai nom ? Il y a si longtemps que je t’ai quittée, ô Mère ! » [vers du « Chant des sept enfants : Macao », poème de Wen Yiduo (1925), mis en musique à la fin des années 1990 et très chanté au moment de la rétrocession].

Cette année-là, j’avais neuf ans.

Deux ans plus tard, en 2001, la Chine est entrée à l’Organisation mondiale du commerce.

En 1962, votre père, Xi Zhongxun (习仲勋), a été abattu politiquement [Xi Zhongxun, vétéran de la révolution et vice-Premier ministre, fut écarté du pouvoir en 1962 et passa quelque seize ans en disgrâce, en détention et en exil intérieur], et dès lors votre famille et vous-même avez traversé de terribles bouleversements.

Cette année-là, vous aussi aviez neuf ans.

En 1966, à cause de votre père, vous avez subi une séance de lutte à l’école [dénonciation publique, souvent violente, pratiquée pendant la Révolution culturelle (1966-1976) pour humilier les prétendus ennemis de la révolution]. Vous avez alors demandé à votre professeur pourquoi tout cela arrivait.

Cette année-là, vous aviez treize ans.

En 2003, j’ai lu sur Internet ce qui s’était passé de 1959 à 1962. Je ne croyais pas, alors, que des dizaines de millions de Chinois étaient morts de faim [la Grande Famine de 1959-1962, liée à la campagne du « Grand Bond en avant » lancée par Mao Zedong (1958-1962)]. Je débattais en ligne : pourquoi rester chez soi à mourir de faim plutôt que de sortir chercher à manger ? Plus tard, des aînés de ma famille et un vieux professeur de mon école m’ont confirmé que c’était vrai.

Cette année-là, la mission spatiale habitée Shenzhou 5 a réussi [premier vol spatial habité de la Chine].

Cette année-là, moi aussi, j’avais treize ans.

En 1968, toujours à cause de votre père, vous avez failli être enfermé dans un centre de détention pour mineurs.

En 1969, vous êtes parti à Liangjiahe comme « jeune instruit » envoyé à la campagne [pendant la Révolution culturelle, des millions d’adolescents des villes furent envoyés dans des campagnes pauvres pour « apprendre des paysans » ; Liangjiahe est un village du Shaanxi où Xi Jinping vécut environ sept ans dans une habitation troglodytique]. Vous n’aviez que quinze ans.

Au même âge, parce que je vivais à une époque d’ouverture, de tolérance et de liberté, je passais toutes mes soirées au cybercafé avec mes camarades à jouer, et j’y trouvais toujours plus d’informations.

C’est à cette époque que j’ai vu en ligne le documentaire sur la guerre contre le Japon *Un pouce de territoire, un pouce de sang* [série documentaire taïwanaise sur la guerre sino-japonaise de 1937-1945] et appris que l’armée nationaliste [les forces du gouvernement du Kuomintang de Tchang Kaï-chek, plus tard vaincues par les communistes et repliées à Taïwan] avait perdu plus de 3,2 millions d’hommes, tués ou blessés, dans cette guerre, contrairement à la « non-résistance » qu’enseignaient les manuels scolaires. Ensuite, sécher les cours est devenu une habitude ; jeune et dissipé, j’ai changé plusieurs fois de collège et de lycée, et je ne suis finalement jamais allé à l’université. Vers vingt ans, je me suis lancé dans les affaires ; avec le soutien de ma famille, j’ai commencé par de petits commerces et, pas à pas, je suis arrivé là où je suis aujourd’hui.

En 2018, j’ai mené le rachat du groupe Wenfeng du Jiangsu et j’en suis devenu le président.

Le jour de ma prise de fonctions, un collègue m’a dit :

« Vous êtes désormais le plus jeune dirigeant des 500 premières entreprises privées chinoises. Notre société se classe encore au-delà de la 400e place. »

Je lui ai répondu :

« À partir de maintenant, n’en parlez plus jamais, ni dans l’entreprise ni à l’extérieur. Continuons à travailler et avançons vers notre rêve d’entrer au Fortune Global 500. »

Ce qu’il ignorait, c’est qu’à cet instant je n’éprouvais aucune joie, mais au contraire une peur profonde.

Cette année-là, vous avez fait réviser la Constitution [la révision de 2018 a supprimé la limite de deux mandats pour la présidence] et engagé la réforme du système national de supervision ; la loi sur la supervision est entrée en vigueur.

En 2018, des amis autour de moi ont commencé, l’un après l’autre, à être placés en *liuzhi* [détention instituée par la loi sur la supervision de 2018 et exercée par les commissions de supervision de l’État, qui travaillent de concert avec les organes de discipline du Parti ; elle vise surtout les agents publics, mais peut aussi atteindre des particuliers dans les affaires de corruption ; elle échappe à la procédure pénale ordinaire et, selon de nombreux témoignages, exclut l’accès à un avocat ; la loi de 2018 en fixait la durée maximale à six mois ; un amendement entré en vigueur en juin 2025 permet des durées plus longues dans certaines affaires graves]. Chacun était détenu seul dans une pièce pendant des mois, voire davantage ; on les obligeait à rester assis sur un tabouret huit heures par jour sans bouger, on menaçait de s’en prendre à leur famille s’ils ne coopéraient pas, et parfois personne ne leur adressait la parole pendant un mois, voire plusieurs. Les erreurs judiciaires et les affaires montées de toutes pièces ont commencé à apparaître.

J’ai lu dans des sources publiques que vous aviez subi une séance de lutte l’année de vos treize ans.

J’ignore quelle peur vous avez connue alors ; mais en 2018, j’ai ressenti profondément à quel point le destin d’un homme est fragile face à un immense pouvoir politique.

Si je vous raconte ici mon enfance et ma jeunesse, vécues à une autre époque que la vôtre, c’est pour vous dire ceci :

Nous avons grandi à des époques différentes. Les générations venues après la vôtre font face à un autre monde que celui qu’a connu votre génération, et elles attendent autre chose de la vie.

Vous ne pouvez pas exiger de nous que nous vivions comme vous avez vécu autrefois, et moins encore exiger du pays tout entier qu’il revienne à l’avant-1978 [année où Deng Xiaoping a lancé la « réforme et l’ouverture », tournant de la Chine vers l’économie de marché].

Ce n’est ni réaliste ni possible.

De l’espoir à la désillusion

En 2014, j’ai fait la connaissance de Ren Zhiqiang (任志强) [ancien président du promoteur immobilier public Huayuan, retraité en 2014, fils d’un ancien vice-ministre du Commerce, critique au franc-parler surnommé en Chine « Ren le Canon »].

Je lui ai alors demandé :

« La Chine deviendra-t-elle un jour un pays qui pratique véritablement l’État de droit, protège la propriété privée et garantit la liberté ? Y aura-t-il de telles réformes ? »

Il m’a répondu :

« Oui. Car c’est seulement ainsi que ce pays connaîtra une paix et une stabilité durables. »

Par la suite, nous avons participé ensemble aux actions philanthropiques de protection de l’environnement de l’Association écologique Alxa SEE [Society of Entrepreneurs and Ecology, organisation de protection de la nature fondée en 2004 par des entrepreneurs chinois, à l’origine pour lutter contre la désertification dans la région d’Alxa, en Mongolie-Intérieure]. C’est lui qui m’a recommandé d’y entrer ; nous y avons travaillé ensemble de nombreuses années, et je ne l’ai quittée qu’après mon départ à l’étranger. Cela dit, comparé au grand geste de votre interdiction de la pêche pendant dix ans sur le Yangzi, ce que nous avons fait ne mérite pas d’être mentionné.

Un jour, je lui ai demandé :

« La lutte anticorruption de Wang Qishan (王岐山) [proche allié de Xi Jinping, il a dirigé la campagne en tant que plus haut responsable de la discipline du Parti de 2012 à 2017], est-ce une vraie lutte contre la corruption, ou une élimination des opposants ? »

Il m’a dit :

« C’est bien sûr une vraie lutte contre la corruption. Il s’agit de sauver le peuple et le pays. »

Je lui ai encore demandé :

« Ne craint-il pas qu’un jour, comme dit le proverbe, “les oiseaux abattus, on range l’arc” ? » [proverbe chinois : une fois sa tâche accomplie, le serviteur loyal est écarté, voire éliminé.]

Il m’a dit :

« Non. »

Cette année-là, Wang Qishan avait recommandé un livre sur la Révolution française [selon de nombreux témoignages, *L’Ancien Régime et la Révolution* d’Alexis de Tocqueville, dont Wang Qishan conseillait la lecture aux cadres].

Après l’avoir lu, j’ai demandé à Ren Zhiqiang :

« L’idée de ce livre, n’est-ce pas que les détenteurs du pouvoir ne se réforment jamais d’eux-mêmes ? »

Ren Zhiqiang m’a dit :

« Tu ne comprends pas. Sans réforme, personne n’a d’issue. »

En 2018, j’ai de nouveau parlé de Wang Qishan avec Ren Zhiqiang.

Je lui ai demandé :

« Wang Qishan sera-t-il quand même rangé comme l’arc, une fois les oiseaux abattus ? Sera-t-il arrêté ? »

Cette fois, Ren Zhiqiang a changé de discours.

Il m’a dit :

« Il ferait mieux de mourir de maladie au plus tôt, cela lui épargnerait l’humiliation plus tard. »

En 2019, j’ai reçu de Ren Zhiqiang, sur WeChat, un article qui critiquait Wang Qishan.

En termes virulents, il y accusait Wang Qishan d’avoir trahi la réforme, trahi le peuple, trahi l’histoire, et le qualifiait de criminel devant l’histoire de la nation chinoise.

Je lui ai demandé de vive voix :

« Avez-vous montré cet article à Wang Qishan ? »

Il m’a dit que, depuis qu’il avait été sanctionné en 2016 pour ses propos sur le principe selon lequel « les médias du Parti portent le nom du Parti » [en 2016, Xi Jinping a déclaré que les médias d’État devaient servir le Parti ; Ren Zhiqiang a demandé publiquement s’ils ne devaient pas plutôt servir le peuple, et a été sanctionné par le Parti], Wang Qishan ne le contactait plus et évitait de le rencontrer.

Ils ne se sont plus jamais revus et n’ont plus eu le moindre contact.

Mais il m’a dit avoir contacté le secrétaire de Wang Qishan, Li Xiaohong (黎晓宏), pour lui demander de transmettre cet article ; on ignore si Li l’a fait.

Le groupe d’enquête spécial chargé à l’époque de l’affaire Ren Zhiqiang disposait de cet article, et ce point peut aussi être vérifié auprès de Li.

En 2020, l’épidémie a commencé.

À cette période, Ren Zhiqiang a écrit de nombreux articles, dont l’un vous critiquait.

Je l’ai reçu, moi aussi, sur WeChat.

Je lui ai demandé :

« À qui d’autre l’avez-vous envoyé ? »

Il m’a dit :

« À quelques amis. »

Peu après, il a été arrêté.

J’ai cru un temps que je serais arrêté, moi aussi.

Car, à l’époque, un autre destinataire de cet article, Dong Guoqiang (董国强), vice-président de l’association Alxa, a été arrêté pour cette raison sous des chefs d’accusation économiques, puis lourdement condamné à dix ans.

Quand j’ai appris que Ren Zhiqiang avait été lourdement condamné à dix-huit ans, et son fils à neuf ans, je me suis effondré intérieurement. D’après ce que je sais, le groupe d’enquête lui avait promis de libérer son fils s’il reconnaissait sa culpabilité. Un gouvernement doit tenir parole.

Je me suis dit : un « rouge de deuxième génération » [enfant d’un haut dirigeant de l’époque révolutionnaire] condamné à dix-huit ans pour avoir simplement écrit un article critique.

Alors nous, entrepreneurs privés d’origine modeste, sans le moindre appui, que valons-nous ?

Depuis, je n’ai plus eu de rêve d’entreprise.

J’ai senti que tôt ou tard je ne pourrais pas garder cette entreprise.

J’ai même senti que tous mes efforts en Chine n’avaient aucun sens.

Début 2022, j’étais à Shanghai.

Pendant l’épidémie, j’ai été confiné chez moi et à mon bureau [Shanghai a été entièrement confinée au printemps 2022] ; pendant plus d’un mois, je n’ai pas pu sortir normalement.

Chaque jour, je voyais toutes sortes de nouvelles dans les groupes de discussion : un violoniste malade, ne pouvant aller à l’hôpital pour sa chimiothérapie et souffrant trop, s’était suicidé en se jetant d’un immeuble ; une infirmière malade, faute de résultat de test PCR, n’avait pu entrer dans l’hôpital même où elle travaillait pour y être soignée et était décédée ; une mère, son enfant dans les bras, en larmes, frappait de porte en porte le long de la rue pour mendier un médicament contre le rhume afin de sauver son enfant brûlant de fièvre.

À cet instant, j'ai compris pourquoi, de 1959 à 1962, tant de gens sont morts de faim sans quitter leur maison : ils ne pouvaient pas partir.

En temps normal, Shanghai pratique des milliers d'opérations chaque jour, et des patients ont besoin de traitements vitaux réguliers comme la radiothérapie, la chimiothérapie ou la dialyse. Ce qui s'est passé à Shanghai pendant ces six mois, et dans tout le pays pendant ces trois ans, vous pouvez l'imaginer.

Enfant, j'ai grandi en écoutant *Sur les champs de l'espoir* de Mme Peng Liyuan [chanson populaire enjouée des années 1980 célébrant les campagnes de l'ère des réformes, qui rendit célèbre Peng Liyuan, chanteuse et épouse de Xi Jinping] ; adulte, sous votre gouvernement, je me suis retrouvé à vivre dans un désert de désespoir. La dernière illusion que je gardais s'est entièrement évanouie à cette période.

Cette année-là, on a diagnostiqué à mon père un cancer de l'estomac à un stade avancé ; les confinements partout rendant tout traitement et toute opération impossibles, il a dû se faire opérer au Japon, où on lui a retiré tout l'estomac.

En avril, j'ai finalement décidé de quitter la Chine.

C'est aussi cette année-là que j'ai entendu rapporter vos propos, lors d'une réunion du Bureau politique, sur l'encadrement du capital et les entreprises privées.

Un ami m'a dit que vous aviez cité trois exemples à ne pas suivre, Li Ka-shing, Jack Ma et Xu Jiayin [respectivement le magnat le plus connu de Hong Kong, un cofondateur d'Alibaba et le fondateur du promoteur immobilier en faillite Evergrande], et que vous estimiez qu'il existait une divergence fondamentale entre les entrepreneurs privés chinois et « l'aspiration originelle et la mission » du Parti communiste chinois [slogan du Parti désignant ses idéaux fondateurs].

En entendant cela, nous avons été glacés d'effroi.

À cet instant, j'ai acquis la certitude que je ne pourrais plus, comme autrefois, retourner vivre l'esprit tranquille dans ce pays.

Ce qui m'est arrivé et les difficultés du groupe Wenfeng

En 2023, l'entrepreneur du Zhejiang M. Zheng Yonggang (郑永刚) est décédé au Japon [il était le fondateur du groupe Shanshan] ; une chapelle ardente a été dressée à Tokyo.

J'ai publié quelques paragraphes sur mes Moments WeChat [le fil d'actualité de WeChat, comparable au journal Facebook, visible par les contacts de l'utilisateur].

J'y appelais le gouvernement à cesser d'arrêter arbitrairement les entrepreneurs privés.

Je disais que les gens comme nous ne tiennent pas tant que cela à la quantité de richesses qu'ils possèdent personnellement.

Nous voulons que le pays aille mieux.

J'appelais le gouvernement à revenir à la politique nationale fondamentale de réforme et d'ouverture, et à pousser plus avant la réforme du système politique.

Faute de quoi, tous finiraient par tomber dans un abîme sans fond.

Le lendemain de cette publication, j'ai reçu des appels de collaborateurs de l'entreprise et de responsables locaux.

Ils m'ont appris que Cai Qi (蔡奇) et Li Shulei (李书磊) [deux hauts dirigeants du Parti : Cai Qi, membre du Comité permanent du Bureau politique, et Li Shulei, membre du Bureau politique et chef du département central de la Propagande] avaient chacun donné des instructions écrites à ce sujet, transmises échelon par échelon jusqu'au Jiangsu et à Nantong [la ville où est implanté le groupe Wenfeng]. Ensuite, des responsables du département de la Propagande du comité provincial du Parti se sont rendus à l'entreprise à la tête d'une équipe.

Les gens de l'entreprise m'ont dit que, pour le bien de l'entreprise, je devais absolument reconnaître mes torts.

J'ai donc envoyé sur WeChat à mes collègues de l'entreprise un texte dans lequel je reconnaissais mes torts.

Mais le troisième jour, mes Moments et mes discussions de groupe WeChat ont malgré tout été bloqués.

À cet instant, j'ai été envahi par la colère et l'humiliation.

Je ne comprenais pas pourquoi un simple citoyen qui exprime ses inquiétudes pour l'avenir de son pays devait subir un tel traitement.

Plus tard, j'ai investi à l'étranger dans le développement de messageries sociales décentralisées, dont l'une s'appelle Mosavi.

J'espère qu'un jour plus personne ne pourra bloquer arbitrairement mes Moments, bloquer mon compte, me priver de mon droit d'exprimer normalement mes opinions. J'espère aussi qu'un jour aucun gouvernement ne pourra plus bloquer arbitrairement les Moments d'un simple citoyen ni bloquer le compte de quelque simple citoyen que ce soit : tout simple citoyen doit avoir le droit d'exprimer normalement ses opinions.

En septembre 2024, la fille de Ren Zhiqiang m'a dit qu'elle n'avait pas pu rendre visite à son père depuis deux mois.

Auparavant, elle pouvait normalement lui rendre visite chaque mois, et je choisissais souvent quelques livres qu'elle lui apportait.

Elle m'a dit que sa maladie de la prostate était très grave, qu'il devait se lever plus de dix fois chaque nuit pour aller aux toilettes, et qu'il souffrait en outre d'asthme.

En apprenant cela, j'en ai été profondément troublé.

J'ai donc publié un message sur mes Moments, demandant aux services concernés d'accorder à Ren Zhiqiang les soins médicaux auxquels il avait droit et de lui permettre une libération pour raisons médicales.

J'ai alors écrit des mots très violents.

J'ai dit que si Ren Zhiqiang mourait en prison, je demanderais des comptes à tous ceux qui étaient impliqués dans son affaire, et que, fût-ce au bout du monde, le sang serait payé par le sang.

Mon intention première était qu'il puisse être soigné et retrouver sa famille.

Plus tard, sa fille vous a elle aussi adressé une lettre ouverte.

Les services concernés ont ensuite ouvert une enquête sur moi.

À partir de 2025, l'entreprise a elle aussi fait l'objet d'enquêtes continues, tandis que certains de mes anciens amis en Chine ont été convoqués, les uns après les autres, pour des « entretiens » par différents services dans différentes régions.

Fin 2025, après près d'un an d'enquêtes ininterrompues, la direction de l'entreprise vivait dans la crainte et l'angoisse.

Nous avons donc décidé de vendre.

S'y ajoutaient les difficultés d'exploitation que l'entreprise connaissait depuis des années : les actifs lourds du groupe, comme les hôtels, perdaient de l'argent depuis l'épidémie et étaient difficiles à vendre, alors que le fonctionnement quotidien de l'entreprise exigeait de l'argent chaque jour. Nous ne pouvions que vendre des actions pour obtenir les fonds nécessaires au remboursement des emprunts bancaires et des intérêts, au paiement des salaires et aux autres dépenses courantes.

La première fois, nous avons voulu céder 5 % des actions de la société cotée ; alors même qu'un accord avait été signé avec l'acheteur, l'opération a été bloquée par le bureau du Jiangsu de la Commission de réglementation des valeurs mobilières de Chine [l'antenne provinciale du régulateur boursier chinois] et nous avons dû y renoncer.

À cette date, Wenfeng Co., Ltd. (文峰股份), la société cotée du groupe, avait une capitalisation boursière de 5 milliards de yuans [environ 690 millions d'euros (environ 750 millions de dollars américains)]. La société détenait près de 900 000 mètres carrés d'immobilier commercial à Shanghai et dans le Jiangsu, un actif total de près de 6 milliards de yuans [environ 820 millions d'euros (environ 900 millions de dollars américains)], un actif net de 4 milliards de yuans [environ 550 millions d'euros (environ 600 millions de dollars américains)] et 1 milliard de yuans [environ 140 millions d'euros (environ 150 millions de dollars américains)] de liquidités sur ses comptes, pour une dette portant intérêt de quelques dizaines de millions de yuans seulement [quelques millions d’euros (quelques millions de dollars américains)].

Après ce blocage, le groupe a adressé un courrier au comité municipal du Parti et à la municipalité de Nantong pour exposer la situation de ses actifs et de son endettement, en espérant que les autorités locales interviendraient auprès du bureau du Jiangsu de la Commission pour qu’il nous autorise à céder nos parts selon les règles du marché.

L’entreprise a clairement indiqué que le produit de la vente serait intégralement affecté au règlement des questions soulevées par les autorités boursières et au remboursement des emprunts contractés auprès des établissements financiers. On éviterait ainsi des pertes aux établissements financiers, des licenciements aux salariés, une perte de recettes fiscales, et l’entreprise pourrait continuer à fonctionner normalement. Tous les fonds pouvaient être versés sur un compte spécial placé sous surveillance, et je n’en toucherais personnellement pas un centime. Si l’affaire pouvait être réglée selon les règles du marché, il resterait des actifs au groupe, auxquels j’étais également prêt à renoncer entièrement.

J’ai exprimé la même position auprès du bureau du Jiangsu de la Commission.

À l’époque, un acheteur était disposé à payer 1,25 milliard de yuans [environ 170 millions d’euros (environ 190 millions de dollars américains)] pour acquérir la participation de contrôle de 20 % que le groupe détenait dans la société cotée.

Mais après notre courrier aux autorités locales, un secrétaire général adjoint du comité municipal du Parti de Nantong m’a dit au téléphone que cet acheteur n’était pas le bienvenu.

Faute de mieux, l’entreprise a pris contact avec un autre acheteur, venu de Shenzhen et disposant de ressources dans l’industrie des semi-conducteurs, qui offrait 950 millions de yuans [environ 130 millions d’euros (environ 140 millions de dollars américains)] pour une participation de 20 % conférant le contrôle ; je pensais que les services concernés donneraient leur accord.

Mais, précisément au cours de ce processus, de décembre 2025 à avril 2026, l’entreprise s’est heurtée sans relâche aux obstructions et aux mesures du bureau du Jiangsu de la Commission.

Tout en empêchant la vente, le bureau du Jiangsu a convoqué à plusieurs reprises le cabinet d’expertise comptable et fait pression sur lui pour qu’il émette sur l’entreprise un avis d’audit non standard [tout avis autre qu’une opinion standard sans réserve et sans paragraphe d’observation]. Fin avril, l’entreprise a été placée sous avertissement de risque « ST » [label de « traitement spécial » que les Bourses chinoises appliquent aux sociétés cotées présentant des problèmes financiers, d’audit ou de gouvernance ; le label renforcé « *ST » signale un risque de radiation de la cote], et le cours de l’action a commencé à baisser.

L’entreprise a de nouveau exposé la situation aux autorités locales, mais le bureau du Jiangsu n’a toujours pas donné son accord.

Quels autres mécanismes étaient à l’œuvre en coulisses, je l’ignore.

En somme, on ne nous laissait pas vendre.

Fin avril, l’acheteur a modifié ses conditions et demandé à acquérir 15 % des actions, avec le contrôle, pour 750 millions de yuans [environ 100 millions d’euros (environ 110 millions de dollars américains)] ; nous avons signé l’accord de transaction. L’acheteur a versé une partie du prix et la Bourse de Shanghai a publié l’annonce de la cession.

Le jour même, le bureau du Jiangsu a expressément demandé à la Bourse de Shanghai d’empêcher la cession, et la transaction a de nouveau dû être abandonnée.

J’avais déjà prévenu les autorités locales, le bureau du Jiangsu de la Commission et la Bourse de Shanghai que leur interdiction administrative de vendre provoquerait l’effondrement et la faillite de l’entreprise, et que j’écrirais une lettre ouverte à Xi Jinping.

Le cours de l’action a ensuite baissé sans discontinuer. La capitalisation de la société cotée est tombée d’environ 5 milliards de yuans [environ 690 millions d’euros (environ 750 millions de dollars américains)] à moins de 2 milliards de yuans [environ 270 millions d’euros (environ 300 millions de dollars américains)] aujourd’hui. Des établissements financiers ont engagé des poursuites.

À partir de juillet, l’entreprise a en outre fait l’objet d’une procédure d’enquête formelle approfondie. Aujourd’hui encore, elle demeure sous enquête et la cession des actions reste soumise à restrictions.

Je ne comprends pas pourquoi l’on emploie de tels moyens administratifs pour pousser pas à pas vers l’effondrement et la liquidation judiciaire une entreprise de 10 milliards de yuans d’actifs [environ 1,4 milliard d’euros (environ 1,5 milliard de dollars américains)] qui fait vivre près de 10 000 salariés. Car l’argent de la cession des actions devait justement servir à rembourser les emprunts contractés auprès d’établissements financiers publics. En l’état, l’entreprise sera contrainte à la liquidation judiciaire et à une vente aux enchères ordonnée par la justice. Le prix pourrait alors devenir très bas, voire ne plus atteindre que quelques centaines de millions de yuans [quelques dizaines de millions d’euros (quelques dizaines de millions de dollars américains)]. Par rapport au prix de la transaction de marché initiale, cela représenterait environ 800 millions de yuans [environ 110 millions d’euros (environ 120 millions de dollars américains)] à 1 milliard de yuans [environ 140 millions d’euros (environ 150 millions de dollars américains)] de moins.

Au bout du compte, à qui cela profite-t-il ?

Ceux qui en pâtissent, ce sont les établissements financiers publics.

Ceux qui en subissent les conséquences, ce sont les salariés dans leur emploi, ce sont les recettes fiscales locales. Quelqu’un finira peut-être par acquérir l’entreprise à bas prix lors d’une vente aux enchères judiciaire, mais ce ne sera pas seulement me prendre mon argent : ce sera aussi prendre l’argent des banques et du Trésor public.

Je considère que cette manière de procéder n’est ni juste ni appropriée.

Même si les services concernés doivent s’occuper de mon cas personnel, ils ne devraient pas nuire à toute l’entreprise ni aux simples salariés, qui sont innocents. Ils ignorent tout de ce que j’ai dit ou fait à l’étranger. Ils ne peuvent pas non plus décider de mes propos ni de mes actes. De plus, je vis à l’étranger depuis près de cinq ans.

J’espère que vous pourrez demander aux services concernés ou aux autorités locales de traiter l’affaire du groupe Wenfeng conformément à la loi et de manière appropriée. Si vous acceptez de vous y intéresser, je vous prie aussi de ne blâmer aucun des responsables qui ont eu à traiter ce dossier ; je souhaite seulement que l’affaire de l’entreprise soit réglée comme il se doit.

Je suis né dans une famille ordinaire et j’ai grandi à l’époque de la réforme et de l’ouverture.

J’ai toujours gardé de la reconnaissance envers cette époque qui offrait aux gens ordinaires la possibilité de changer leur destin. Je peux accepter que tous mes biens en Chine soient réduits à zéro, et que nous soyons quittes. Mais je ne peux pas accepter que les services concernés fassent exploser une entreprise par des moyens administratifs, la rendent insolvable et entraînent d’autres personnes dans sa chute.

Laissez Ren Zhiqiang recevoir les soins qui lui sont dus

Je vous demande à nouveau d’accorder à Ren Zhiqiang une libération pour raisons médicales.

Récemment, sa fille m’a dit que son père avait parfois du mal même à téléphoner. Son état de santé est très instable, tantôt meilleur, tantôt pire.

Monsieur Xi Jinping, vous aussi êtes père d’une fille.

Je vous prie de vous mettre un instant à sa place.

Ren Zhiqiang a écrit un article où il vous critiquait en quelques phrases.

Le prix qu’il a payé pour cela est déjà bien assez lourd.

En simple observateur, j’ai lu et relu plusieurs fois cet article qui vous critiquait sans rien y trouver de particulier ; le lendemain, je ne me souvenais même plus de son contenu.

Je vous en prie encore une fois : accordez-lui une libération pour raisons médicales, afin qu’il puisse être soigné et retrouver sa famille.

S’il en était ainsi, nous garderions le souvenir de ce geste de bonté et, l’occasion venue, nous ne manquerions pas de le rendre.

Les risques auxquels l’économie chinoise est confrontée

Je voudrais maintenant vous parler de la situation économique actuelle de la Chine.

D’abord, sur le plan extérieur : depuis 2024, les États-Unis ont procédé à plusieurs séries d'ajustements tarifaires sur les marchandises chinoises.

Or les importations indispensables, comme l'énergie, les semi-conducteurs, les matières premières et les produits agricoles, exigent toujours plus de dollars. Par le passé, la Chine pouvait importer de l'énergie en yuans grâce à son commerce avec des pays comme l'Iran et le Venezuela.

Aujourd'hui, les exportations comme les importations sont sous pression.

Certes, les chiffres officiels des exportations sont flamboyants, mais, à ma connaissance, ils ne correspondent pas à la réalité. Il vous suffit de demander à la banque centrale si les devises dont elle dispose actuellement ont augmenté ou diminué par rapport à la même période de l'an dernier.

Depuis le début de l'année, les prix des carburants en Chine ont augmenté à plusieurs reprises ; ceux de l'essence et du gazole ont progressé de plus de 20 % au total.

Récemment, de dangereuses pénuries de gazole sont apparues dans plusieurs régions.

Reuters a rapporté à plusieurs reprises cette année que le taux moyen d'utilisation des raffineries indépendantes du Shandong [les raffineries privées chinoises, dites « teapot » (« théières »)] n'était que de 50 %, en raison d'une grave pénurie de pétrole brut.

Pourtant, l'offre de brut sur le marché international est stable. Où est donc le problème ?

Selon des professionnels du secteur, la Chine pourrait connaître d'ici un an des problèmes d'approvisionnement énergétique extrêmement graves.

Sur le plan intérieur, ensuite : les prix de l'immobilier ont baissé d'environ 50 % dans tout le pays par rapport à leur sommet, et la valeur totale du parc a fondu d'environ 200 billions de yuans [environ 27 billions d'euros (environ 30 billions de dollars américains)].

On imagine sans peine les conséquences pour l'ensemble du système financier.

Venons-en à l'emploi et à la protection sociale.

Selon les chiffres officiels, la population active occupée s'élevait à 725 millions de personnes en 2025.

Au premier trimestre de cette année, le nombre officiel de personnes en « emploi flexible » [formes d'emploi flexibles : travail indépendant, à temps partiel, occasionnel ou informel] atteignait 320 millions. Au vu de l'évolution actuelle de l'économie, le chiffre réel a peut-être déjà dépassé 400 millions.

Beaucoup de ces personnes ne se distinguent pas fondamentalement des chômeurs et des personnes en sous-emploi. Le seul taux de chômage urbain officiel issu des enquêtes ne permet en rien de rendre compte de la réalité de l'emploi en Chine.

Selon les données de Gelonghui (格隆汇) [une plateforme chinoise d'information financière], environ 63 000 personnes partiront en moyenne à la retraite chaque jour au cours de la bonne dizaine d'années à venir. Par ailleurs, de nombreuses personnes cessent chaque jour de cotiser à la sécurité sociale. D'un côté, les bénéficiaires de pensions sont de plus en plus nombreux ; de l'autre, les cotisants sont de moins en moins nombreux.

Depuis le début de l'année, j'ai vu passer en ligne des informations éparses selon lesquelles des pensions de retraite n'ont pas été versées à temps dans le nord-est de la Chine, et même dans le Shandong.

Récemment, les services des ressources humaines et de la sécurité sociale ont aussi renforcé le recouvrement des cotisations auprès des travailleurs en emploi flexible, et certaines localités réclament même des arriérés de cotisations. Mais face à l'immense déficit des fonds de sécurité sociale, ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

Plus grave encore, l'endettement des ménages ne cesse de s'aggraver.

Selon Bloomberg, plus de 120 millions de personnes étaient en défaut sur des prêts personnels au début de l'année, mais d'après des amis du secteur financier, le chiffre réel est bien supérieur.

Venons-en aux finances locales.

Les finances de l'administration centrale et celles des 31 entités administratives de niveau provincial sont toutes déficitaires ; si l'on y ajoute toutes les dettes cachées locales, la situation réelle est bien plus grave que ne le montrent les comptes publiés.

Même au Jiangsu, au Zhejiang et à Shanghai, autrefois dotés de finances solides, des tensions budgétaires sont apparues, et certains districts et comtés ont du mal à verser les salaires des fonctionnaires. Certains comtés du nord du Jiangsu, dont l'économie est moins développée que celle du sud de la province, ont même, faute de canaux de financement suffisants, emprunté auprès de particuliers à des taux élevés de 12 % à 15 % pour assurer le paiement des fonctionnaires ; un seul de ces comtés a ainsi levé plusieurs dizaines de milliards de yuans [plusieurs milliards d'euros (plusieurs milliards de dollars américains)] à taux élevé. Comparé au reste du pays, le Jiangsu est pourtant déjà la région la mieux lotie.

Partout dans le pays, les hôpitaux, les écoles et certains établissements publics de base accusent couramment des retards de salaires ; les finances locales chinoises sont déjà dans une situation très grave, et celle-ci continue de se dégrader.

Finances publiques, investissement, consommation, immobilier, emploi, finance et production industrielle connaissent tous, à des degrés divers, de graves problèmes.

J'ai également des doutes sur la réalité des chiffres des exportations.

L'économie chinoise est confrontée à une défaillance multiviscérale dont les effets se cumulent.

Lors d'échanges privés avec des amis entrepreneurs et des économistes, nous craignons de plus en plus que l'économie chinoise n'approche du point de bascule d'une crise systémique et qu'elle ne se rompe brutalement d'ici un an environ.

Bien entendu, quand et sous quelle forme cela se produira, Dieu seul le sait.

Si l'économie privée et l'économie réelle continuent de se contracter, et si le nombre d'acteurs du marché ne cesse de diminuer, l'ensemble du système deviendra de plus en plus difficile à maintenir. Je vous adresse un nouvel appel : faites cesser, à tous les échelons du gouvernement, la détention en liuzhi et les arrestations d'entrepreneurs privés. Les entreprises privées sont le lest qui stabilise l'emploi et la société, et une force positive pour une transformation pacifique de la société.

Par ailleurs, les gouvernements locaux se maintiennent à flot en obtenant sans cesse des financements du système bancaire par l'intermédiaire des entreprises publiques locales et des plateformes « chengtou » [véhicules de financement des collectivités locales (LGFV), sociétés créées par les autorités locales pour emprunter hors de leur propre bilan] ; le risque finira par écraser les établissements financiers. Or, derrière le système bancaire, il y a l'épargne de millions de gens ordinaires et le crédit de toute la nation.

Des entreprises publiques locales comme Zhuhai Huafa et Shenzhen Vanke [deux grands groupes immobiliers de la province du Guangdong, ayant tous deux des collectivités locales parmi leurs actionnaires], il y en a encore beaucoup dans le pays. Si un grave défaut de paiement survenait réellement, ce ne serait en apparence qu'un problème du Guangdong.

Mais le gouvernement central pourrait-il s'en désintéresser ?

Si, partout dans le pays, la crise venait à éclater, le gouvernement central ne pourrait pas rester à l'écart. Et lorsqu'il voudrait y remédier, il serait déjà trop tard.

Bien sûr, mes connaissances sont limitées.

Je vous suggère de réunir quelques personnes qui comprennent vraiment l'économie, les finances publiques et la finance, et de tenir avec elles une réunion sérieuse.

Mais il faut exiger du ministère des Finances, des autorités de régulation financière et des organismes concernés qu'ils rassemblent tout : la situation financière réelle de chaque région, les déficits budgétaires, l'endettement des entreprises publiques locales, les dettes cachées, les créances douteuses réelles des établissements financiers, ainsi que les devises dont la banque centrale peut réellement disposer.

Qu'ils déterminent, à partir de données réelles, à quel moment l'ensemble du système économique serait exposé à un risque systémique grave si la situation continuait d'évoluer ainsi.

Si leurs conclusions diffèrent de ce que vous entendez aujourd'hui, ou rejoignent même mes inquiétudes, j'espère que vous examinerez sérieusement la proposition suivante.

Proposition pour une transformation pacifique

Je propose que vous preniez l'initiative, avec l'autorisation du Comité central [le Comité central du

Parti communiste, son organe formel suprême entre deux congrès du Parti], de créer un Comité national d'urgence chargé de conduire une transformation pacifique.

Tout d'abord, rendre publics, aussi complètement que possible, les comptes réels des finances de l'État, la dette des collectivités locales, le passif des entreprises d'État, les risques qui pèsent sur les institutions financières, ainsi que les pressions économiques auxquelles le pays fait face aujourd'hui.

Que la population sache dans quel état se trouve réellement notre pays.

Ensuite, ce comité conduirait, dans un délai clairement fixé, l'élaboration d'une nouvelle Constitution, afin de rendre le pouvoir au peuple.

Ce comité pourrait prévoir une période de transition d'un à deux ans. Pendant cette transition, il vous faudrait renoncer aux principales fonctions dirigeantes du Parti et de l'État, et transférer les pouvoirs du Parti et de l'État au Comité national d'urgence. Il ne s'agit ni de vous offenser ni de vous défier, mais de permettre à toutes les composantes de la société de croire véritablement à la sincérité de cette transformation pacifique.

Toutefois, par égard pour votre sécurité personnelle, vous pourriez conserver pendant la transition la présidence de la Commission militaire centrale [l'organe qui commande les forces armées chinoises], pour une durée identique à celle du mandat du Comité national d'urgence. À compter du jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, l'armée serait simultanément transférée et placée sous le régime de la nouvelle Constitution.

Ainsi, vous aussi pourriez être rassuré.

La nouvelle Constitution devrait garantir réellement la propriété privée, instaurer l'État de droit, protéger les libertés des citoyens, lever l'interdiction des partis politiques et remettre le pouvoir de l'État entre les mains du peuple.

La nouvelle Constitution devrait être soumise à un débat public de l'ensemble de la nation et à une large concertation.

Parallèlement, des clauses spéciales de garantie seraient ajoutées à la nouvelle Constitution.

Considérant que vous-même et le Comité central placé sous votre direction auriez rendu de votre propre chef le pouvoir au peuple, transféré de votre propre chef le pouvoir à un nouvel ordre constitutionnel et permis au pays d'accomplir une transformation pacifique, des garanties de sécurité explicites vous seraient accordées, ainsi qu'à votre famille et aux membres du Comité central.

Une clause d'amnistie spéciale permettrait de ne plus engager de responsabilité juridique pour les faits survenus durant vos mandats passés.

Bien entendu, l'étendue précise de l'amnistie, sa procédure, ainsi que la manière de la concilier avec les droits légitimes des autres victimes et avec l'équité de la justice, devraient être débattues plus avant par toutes les composantes de la société et arrêtées selon des procédures légales.

Par ailleurs, la nouvelle Constitution et les dispositions transitoires devront aussi garantir les droits légitimes à l'emploi des plus de sept millions de fonctionnaires actuellement en poste. Un changement de régime politique ne saurait priver soudainement ces simples fonctionnaires de leur travail et de leurs moyens d'existence.

Bien entendu, les affaires injustes, fabriquées ou entachées d'erreurs judiciaires de ces dernières années, ainsi que ceux qui ont contribué à les fabriquer, devraient faire l'objet d'enquêtes et être traités conformément à la loi.

Mais toutes les enquêtes et toutes les mises en cause de responsabilité devront se dérouler dans le cadre de l'État de droit.

Supposons que le Comité national d'urgence compte sept membres.

Quatre d'entre eux seraient des personnes de confiance que vous désigneriez vous-même.

Par exemple Cai Qi, Wang Xiaohong, Li Qiang, Peng Liyuan [respectivement membre du Comité permanent du Bureau politique, ministre de la Sécurité publique, Premier ministre, et épouse de Xi Jinping], entre autres.

Les trois autres seraient proposés par la société civile.

Par exemple des personnalités influentes comme Ren Zhiqiang, Jimmy Lai [fondateur, emprisonné, du quotidien prodémocratie hongkongais Apple Daily] ou Mme Liu Xia, veuve de M. Liu Xiaobo [lauréat du prix Nobel de la paix 2010, mort en détention en 2017].

Bien sûr, ce ne sont là que des exemples cités au hasard, qui ne signifient nullement que les intéressés accepteraient d'y participer.

Quant à savoir qui devrait précisément y siéger, il vous appartient tout à fait d'y réfléchir sérieusement.

Si je fais cette proposition, ce n'est pas que je considère comme juste tout ce qui s'est passé.

C'est que j'espère voir ce pays accomplir une transformation pacifique de ses institutions au moindre coût possible.

Pour que chacun puisse entrevoir un avenir de paix.

Afin que la nouvelle Constitution et les clauses spéciales de garantie recueillent un large consensus, on pourrait inviter toutes les composantes de la société à signer ensemble une déclaration publique de soutien et de garantie à ce dispositif de transition pacifique.

Y compris des entrepreneurs, des intellectuels et d'autres personnalités, en Chine comme à l'étranger.

Y compris tous les groupes dissidents à l'étranger, tels que les compatriotes hongkongais, les étudiants de la génération de 1989 [la génération étudiante du mouvement démocratique de 1989 en Chine] et les adeptes du Falun Gong [membres d'un mouvement spirituel interdit en Chine depuis 1999] : dès lors qu'ils reconnaissent la nouvelle Constitution et ses clauses spéciales, ils doivent être les bienvenus.

Qu'ils soient les bienvenus dans leur terre natale, pour y réaliser leurs aspirations et y bâtir le pays idéal qu'ils portent en eux, afin que chaque Chinois puisse poursuivre à sa manière le rêve chinois qui est le sien.

Une Chine aussi vaste devrait avoir assez de grandeur d'âme et de largeur d'esprit pour leur laisser libre carrière.

On pourrait même inviter l'Organisation des Nations unies et les pays concernés, dans le respect de la souveraineté de la Chine et du droit du peuple chinois à décider lui-même de l'avenir de son pays, à apporter à cette transition pacifique un soutien international approprié et à en être les témoins.

Tout cela n'est que le fruit de mes réflexions personnelles, encore préliminaires.

Je sais qu'elles sont très imparfaites et que bien des points demandent à être discutés et améliorés.

Je dis ici ce que j'ai vu, ce que je crains, ainsi que les idées et les propositions qui, selon moi, permettraient au pays d'accomplir une transformation pacifique au moindre coût. Même si vous y consentiez dès maintenant, je pense que les chances de succès de ce plan ne cessent de diminuer : elles ne sont plus que de 30 %, et la fenêtre de temps est extrêmement étroite.

Mais j'espère que vous y réfléchirez sérieusement.

J'espère qu'un jour je pourrai vous voir partir avec votre famille en Europe assister à la Coupe du monde, et voyager à travers le monde.

J'espère qu'un jour votre fille pourra partager sur les réseaux sociaux des instants de bonheur que vous vivez avec votre petit-fils ou votre petite-fille.

J'espère qu'un jour votre épouse, Mme Peng Liyuan, pourra donner un concert.

Nous pourrions, nous aussi, acheter un billet pour aller l'entendre chanter.

Et vous pourriez venir avec de vieux amis applaudir votre épouse.

Nous serions assis dans la même salle.

Sans que la peur habite aucun de nos cœurs.

J'espère même qu'un jour je pourrai vous croiser par hasard dans un restaurant au coin d'une rue, ou dans un parc.

Nous pourrions nous asseoir et boire un verre.

Parler de ce qui distingue une génération d'une autre, parler de ce qui distingue le Parrain de la première génération de celui de la deuxième, que vous aimez tant.

J'espère que celui que je rencontrerai alors sera un vieil homme bienveillant et affable. Et non le Xi Jinping d'aujourd'hui, dont le nom suffit à faire naître la peur chez tous ceux qui le prononcent.

J'espère qu'un jour nous cesserons tous de vivre dans la peur.

Monsieur Xi Jinping, si vous ressentez de l'anxiété et de l'inquiétude, je vous suggère d'essayer de dialoguer avec Dieu au fond de votre cœur.

Nul besoin d'une forme particulière, nul besoin de rituel.

Ce que vous pensez, ce qui vous inquiète, ce que vous espérez obtenir, vous pouvez essayer de le confier à Dieu.

Si vos pensées et vos demandes sont bonnes, je crois que Dieu entendra votre prière.

Ces dernières années, j'ai connu la colère, j'ai connu aussi la souffrance.

À cause de ce que nous avons subi, moi, mes amis et mon entreprise, j'ai songé à me venger de ceux qui m'ont fait du mal.

Mais aujourd'hui, je veux vous le dire :

Je choisis de pardonner et de faire grâce à ceux qui m'ont fait du mal.

Je ne veux pas que la haine se perpétue.

Je ne veux pas que la génération qui nous suit connaisse à son tour la peur qu'a connue la nôtre.

Je prierai Dieu de protéger la santé de M. Ren Zhiqiang et d'avoir pitié de lui, afin qu'il puisse recevoir les soins qui lui sont dus et retrouver bientôt sa famille.

Monsieur Xi Jinping, je prie aussi pour vous.

Je prie Dieu de vous donner l'amour et la compassion, de vous donner la sagesse spirituelle.

Afin que vous puissiez voir la situation réelle de ce pays, voir la souffrance des gens ordinaires, voir aussi le chemin de la paix et de la justice, et qu'Il vous aide à faire le bon choix devant l'histoire.

Xue Jian

Tokyo, le 21 novembre 2026, aux premières heures du jour

Notes du traducteur

- Tous les passages entre crochets [ ] sont des ajouts du traducteur. Ils ont pour seul but d'éclairer le lecteur et ne figurent pas dans l'original ; on peut les ignorer sans rien changer au contenu de la lettre. Les faits et les affirmations contenus dans la lettre sont les déclarations de l'auteur ; le traducteur ne les a pas vérifiés.

- Les noms chinois sont transcrits en pinyin sans marques de ton ; certains sont accompagnés des caractères chinois à leur première occurrence. Les noms connus sous une graphie internationale conservent celle-ci (par exemple Jimmy Lai, Li Ka-shing, Jack Ma, Tchang Kaï-chek).

- Taux de change : taux de référence de l'euro de la Banque centrale européenne (BCE) du 27 novembre 2026 : 1 euro = 7,2912 yuans ; 1 euro = 1,0957 dollar américain (d'où 1 yuan ≈ 0,1372 euro ≈ 0,1503 dollar). Les montants en yuans sont ceux de l'original ; les équivalents entre crochets sont arrondis à deux chiffres significatifs et, pour les montants vagues (« plusieurs milliards »), ne donnent qu'un ordre de grandeur. Les surfaces restent en mètres carrés.

- L'original distingue « 转型 » (ici « transformation ») et « 过渡 » (« transition ») ; la traduction suit cette distinction. « 一代教父和二代教父 » est rendu par le Parrain de la première génération et celui de la deuxième, ce qui laisse ouvertes les deux lectures : les films *Le Parrain* et *Le Parrain, 2e partie*, ou les deux générations de la famille Corleone.

À propos de cette copie

Site officiel: https://tokyoloveletter.org/fr/ (mirrors: https://tokyoloveletter.org/mirrors.txt)

Clé publique minisign: `RWRb/9TOMzi881t4y2twkU/rZOffWtkNNFlLybNBw8/5GGvIqeMwe7q0`

Vérifier que ce site est authentique: https://tokyoloveletter.org/fr/verify/

À noter : ouvrir, enregistrer ou transférer ce contenu peut comporter des risques dans certains endroits, et ce site ne peut garantir ni votre sécurité ni qu'il sera toujours accessible. À vous de décider.

Ce site n'accepte aucun don. Toute collecte de fonds en son nom est une fraude.

Tokyo Love Letter · tokyoloveletter.org